

## [Text]

connexes des divers ministères et autres organismes qui ont à administrer notre législation d'importation.

Vous vous souvenez, monsieur le président, que les membres du comité permanent ont déjà été informés de la teneur des propositions relatives à la politique d'importation. Outre ce document de travail auquel j'ai déjà fait allusion, certains renseignements ont été déposés auprès du comité, en mon nom, il y a plusieurs mois déjà, par M. Joyce, qui est le sous-ministre adjoint à la Direction des finances et commerce internationaux. M. Joyce, à cette occasion, faisait une présentation sur le sujet général qui nous préoccupe et qui préoccupe votre sous-comité.

Je crois que votre sous-comité a déjà reçu un certain nombre de mémoires de diverses parties intéressées et que certaines de ces parties intéressées ont déjà exprimé l'intention, le désir de comparaître devant vous, le sous-comité, et de présenter leurs réactions à ces propositions de législation sur l'importation.

Le gouvernement est désireux de connaître les opinions du public avant qu'une législation ne soit déposée formellement à la Chambre des communes. C'est dans cette perspective que les propositions ont été publiées et c'est dans cette perspective également que le comité permanent a été saisi de l'étude de ce document. C'est pour cette raison que vous présidez ce sous-comité afin de faire connaître au gouvernement les opinions et vues des Canadiens.

En élaborant les propositions, nous avons décidé de présenter un projet de loi qui est intitulé «Loi sur les mesures spéciales d'importation», lequel traduit sous une forme législative les dix propositions qui sont contenues dans le Livre blanc. Vous trouverez, à la fin du document, monsieur le président, comme vous le savez sans doute déjà, cette espèce de brouillon ou de propositions possibles de législation. Je ne voudrais pas, monsieur le président, que les membres du comité en concluent que le gouvernement a déjà décidé du contenu et qu'il a déjà décidé de la forme du projet de loi qu'il compte déposer à la Chambre plus tard cette année. Il ne le fera que lorsque le Comité aura présenté son rapport au Parlement et que nous aurons bénéficié des vues du comité et des opinions exprimées par le public sur les dix propositions ainsi que sur leur forme législative.

Je vous signale, monsieur le président, que les propositions ont retenu l'attention de certains, à l'échelle internationale, et que plusieurs des partenaires commerciaux du Canada les ont déjà commentées, ces propositions. De même, les comités du GATT sur l'antidumping et sur les subventions et droits compensateurs ont examiné les propositions à l'occasion de deux réunions distinctes qu'ils ont tenues. Les hauts fonctionnaires de mon ministère seraient disposés à discuter des points de vue exprimés par les autres pays au cours de ces audiences, si votre sous-comité en décidait ainsi. Naturellement, ces points de vue devront être examinés également par le gouvernement avant qu'un projet de loi définitif ne soit déposé à la Chambre des communes.

• 0945

En abordant les propositions elles-mêmes, j'aimerais faire quelques observations sur l'esprit dans lequel ces propositions ont été formulées. On se souvient que la conclusion des négociations commerciales multilatérales a fourni au gouvernement

## [Translation]

Members of the standing committee have already been given some indication of what the import policy proposals contain. In addition to the Discussion Paper some background notes were tabled with the committee several months ago on my behalf by Mr. Joyce, Assistant Deputy Minister, International Trade and Finance, who made a presentation on the general subject which concerns both your subcommittee and ourselves.

I understand that your subcommittee has already received a number of briefs from interested parties and some have expressed the desire to appear before the subcommittee to present their views orally.

The government is anxious to hear from the public before legislation is introduced in the House and it was with this in mind that the proposals were put forward for public discussion before your committee. That is also the reason you are chairing this committee, to make known to the government the opinions and views of Canadians.

In making the proposals we decided to present a draft act, called the Special Import Measures Act, which reflects the ten proposals in the White Paper as they might appear in legislative form. You will find that draft appended, Mr. Chairman. Members of the committee should not conclude from this that the government has made up its mind on what should or should not be in the bill which will be introduced in the House, hopefully later this year. It will only do so once the committee has made its report to Parliament and we have the benefit of the views of the committee and the public on these ten proposals as well as the draft legislation.

I might point out, Mr. Chairman, that the proposals have attracted a certain amount of attention internationally and several of Canada's trading partners have offered comments on them. As well, the GATT committees on anti-dumping and subsidies and countervailing duties have examined the proposals in two separate meetings. My officials would be prepared to elaborate on the views of other countries during the course of these hearings, if the Subcommittee so decides. These views, of course, will need to be considered by the Government before it introduces a bill in the House.

Turning to the proposals themselves, I would like to elaborate a little on the thinking that went into their formulation. The conclusion of the Multilateral Trade Negotiations afforded the government an opportunity to take stock of its import